



L'égalité femmes hommes, grande cause du quinquennat.

Vous connaissez les paroles.

Connaissez-vous les actes ?

Pour le 8 mars, voici 100 mesures du gouvernement pour l'égalité

femmes hommes

prises en 18 mois pour

#ToutesLesFemmes

- 1 Le gouvernement a pénalisé l'outrage sexiste
- 2 Le gouvernement a amélioré le congé maternité des agricultrices et des indépendantes
- 3 Le gouvernement oblige les entreprises à résorber les écarts de salaires entre les femmes et les hommes
- 4 Le gouvernement a mis en place une plateforme de signalement en ligne des violences sexuelles et sexistes, permettant aux policiers et aux gendarmes d'écouter, d'orienter et de mieux prendre en charge les victimes de violences sexuelles et sexistes
- 5 Le gouvernement a organisé en France l'accueil des femmes Yézidies
- 6 Le gouvernement a engagé 4 millions d'euros pour une campagne TV d'alerte à destination des témoins de violences sexuelles et sexistes
- 7 Le gouvernement mène une diplomatie féministe
- 8 Le gouvernement développe la connaissance des métiers de la fonction publique, élargit les viviers et renforce l'action des écoles de service public pour une plus grande mixité des métiers
- 9 Le gouvernement emploie des intervenants sociaux et des psychologues au profit des commissariats. D'ici 2020, 18 postes supplémentaires de psychologues seront créés
- 10 Le gouvernement favorise l'annualisation du temps partiel comme alternative au congé parental dans la fonction publique
- 11 Le gouvernement a créé un réseau d'ambassadrices de l'entrepreneuriat
- 12 Le gouvernement crée 10 unités de prise en charge du psycho-trauma des victimes de violences sexistes et sexuelles

- 13 Le gouvernement renforce la formation à l'égalité réelle et la sensibilisation des agents publics pour mettre fin aux stéréotypes de genre et lutter contre les discriminations
- 14 Le gouvernement a mis en oeuvre les séances d'éducation à la vie affective et sexuelle
- 15 Le gouvernement expérimente l'approche genrée du budget de l'Etat
- 16 Le gouvernement sécurise la liste des bénéficiaires de l'autorisation spéciale d'absence pour naissance, sur le modèle du congé de paternité et d'accueil de l'enfant
- 17 Le gouvernement oblige les entreprises à faire la transparence dans les écarts de salaires
- 18 Le gouvernement veillera à ce que l'égalité femmes hommes soit respectée tout au long du service national universel et que la question soit abordée dans l'ensemble des modules dispensés
- 19 Le gouvernement a créé un fonds de 120 millions d'euros pour les ONG féministes des pays du Sud
- 20 Le gouvernement étend et renforce le dispositif des nominations équilibrées dans l'encadrement supérieur et dirigeant de la fonction publique
- 21 Le gouvernement a pénalisé le harcèlement en meute effectué via des raids numériques
- 22 Le gouvernement a créé une task force de l'égalité professionnelle avec le Forum économique mondial

- 23 Le gouvernement fait de la lutte contre les violences sexuelles et sexistes une thématique obligatoire des plans d'action « égalité professionnelle » des employeurs publics
- 24 Le gouvernement a lancé #nerienlaisserpasser pour mobiliser les réseaux sociaux
- 25 Le gouvernement a fait le name and shame des entreprises peu féminisées du SBF120
- 26 Le gouvernement a porté à 40% la proportion de femmes à la tête des fédérations sportives
- 27 Le gouvernement a engagé des démarches pour améliorer la transparence des places en crèches avec l'AMF
- 28 Le gouvernement a dénoncé les reculs sur le droit à l'avortement de ses partenaires
- 29 Le gouvernement a créé un site internet « grande cause du quinquennat » pour suivre l'ensemble des mesures annoncées
- 30 Le gouvernement intègre dans les plans d'action « égalité professionnelle » des mesures de résorption des écarts de rémunération
- 31 Le gouvernement a mobilisé patronat et syndicats contre les violences sexistes et sexuelles
- 32 Le gouvernement a créé un groupe de travail contre les violences gynécologiques et obstétricales
- 33 Le gouvernement déploie une méthodologie commune d'identification des écarts de rémunération auprès des employeurs publics des trois versants de la fonction publique
- 34 Le gouvernement a créé une conférence permanente du sport féminin

35

Le gouvernement a pris tous les décrets d'application de la loi contre la prostitution

36

Le gouvernement encourage de nouvelles formes d'organisation du travail au bénéfice de l'égalité professionnelle et de la qualité de vie au travail, par exemple le télétravail

37

Le gouvernement a lancé une campagne de sensibilisation aux violences sexuelles à l'université

38

Le gouvernement a défendu les femmes Yezidies à l'ONU

39

Le gouvernement a multiplié par 4 la subvention de l'association Excision, parlons-en !

40

Le gouvernement a augmenté le nombre de personnels formés en matière de prise en charge des femmes victimes de violences

41

Le gouvernement a allongé le congé paternité en cas d'hospitalisation du nouveau-né

42

Le gouvernement a soutenu la création d'une fondation pour les femmes dans le numérique

43

Le gouvernement a engagé des banques à mieux financer les entrepreneuses

44

Le gouvernement a modifié « droits de l'homme » en « droits humains » dans la diplomatie française

45

Le gouvernement conforte le rôle des acteurs du dialogue social dans le domaine de l'égalité entre les femmes et les hommes dans la fonction publique

- 46 Le gouvernement a pénalisé le voyeurisme (filmer sous les jupes des femmes par exemple)
- 47 Le gouvernement précise la règle de parité au niveau de la gouvernance de Bpifrance
- 48 Le gouvernement a joué un rôle de premier plan dans la Stratégie de la Francophonie pour la promotion de l'égalité entre les femmes et les hommes
- 49 Le gouvernement sécurise la situation des élèves et stagiaires enceintes au cours de leur scolarité en école de service public, ainsi que la prise du congé de paternité et d'accueil de l'enfant durant la scolarité
- 50 Le gouvernement a défendu la loi contre le système prostitutionnel lors de la saisine du Conseil Constitutionnel
- 51 Le gouvernement garantit 5 000 places d'hébergement d'urgences aux femmes victimes de violences conjugales
- 52 Le gouvernement a déployé le téléphone grave danger en Outre-mer
- 53 Le gouvernement a lancé une campagne de ratification de la Convention d'Istanbul du Conseil de l'Europe sur la prévention et la lutte contre la violence à l'égard des femmes et la violence domestique
- 54 Le gouvernement a instauré une formation aux violences sexistes pour les aidants de personnes handicapées
- 55 Le gouvernement accroît la visibilité pour le sport au féminin (haut-niveau et « sport spectacle »)
- 56 Le gouvernement a accordé aux salariés à temps partiel, qui sont à 80% des femmes, les mêmes droits à la formation que les salariés à temps plein

- 57 Le gouvernement a demandé à ce que soit désigné dans les Comités sociaux et économiques de toutes les entreprises un référent élu du personnel et un référent ressources humaines pour lutter contre les violences sexistes et sexuelles
- 58 Le gouvernement favorise le recours au compte épargne temps au terme des congés familiaux
- 59 Le gouvernement finance l'enquête VIRAGE en DOM COM et en Nouvelle Calédonie
- 60 Le gouvernement a instauré la parité dans les instances représentatives des élèves
- 61 Le gouvernement a créé l'obligation de désignation de référents Egalité dans les commissariats
- 62 Le gouvernement rend obligatoire pour tout employeur public l'élaboration et la mise en oeuvre d'un plan d'action « égalité professionnelle »
- 63 Le gouvernement a doublé la subvention du Mouvement du Nid
- 64 Le gouvernement a allongé de 10 ans la prescription pour viols sur mineurs
- 65 Le gouvernement a fait passer à 50% la part des projets de développement sensibles au genre
- 66 Le gouvernement a créé des protocoles de conservation des preuves de viols
- 67 Le gouvernement crée un fonds pour l'égalité professionnelle dans la fonction publique

- 68 Le gouvernement fait évaluer le respect par la France de la Convention d'Istanbul du Conseil de l'Europe sur la prévention et la lutte contre la violence à l'égard des femmes et la violence domestique
- 69 Le gouvernement a diffusé un guide sur l'égalité professionnelle aux PME et TPE
- 70 Le gouvernement a créé une campagne de lutte contre l'excision
- 71 Le gouvernement a pénalisé l'usage du GHB et des autres substances équivalentes
- 72 Le gouvernement a ouvert le fichier des délinquants sexuels aux structures intercommunales
- 73 Le gouvernement forme les enseignants contre le cyberharcèlement sexiste
- 74 Le gouvernement a augmenté de 160 000 euros la subvention du Collectif féministe contre le viol
- 75 Le gouvernement a instauré des formations systématiques des inspecteurs du travail et des professionnels de la médecine du travail pour prévenir les situations de violences, apporter une réponse adéquate et accompagner les victimes
- 76 Le gouvernement neutralise l'impact des congés familiaux sur la rémunération et les déroulements de carrière
- 77 Le gouvernement déploie auprès des employeurs publics un ou des référents Egalité travaillant en réseau, en articulation avec les acteurs déjà en place
- 78 Le gouvernement a porté la stratégie « Femmes, paix et sécurité » à l'ONU

79

Le gouvernement a créé des contrats locaux contre les violences sexistes et sexuelles

80

Le gouvernement a augmenté de 100 000 euros la subvention du Planning familial

81

Le gouvernement renforce le rôle de la commission de surveillance de la Caisse des dépôts en matière d'égalité femmes hommes et précise l'obligation de parité des commissaires surveillants élus par les salariés

82

Le gouvernement met à disposition des outils relatifs à l'égalité filles garçons, aux usages d'internet et du numérique et à la lutte contre le cyberharcèlement dans la mallette des parents

83

Le gouvernement renforce l'évaluation et le contrôle des actions conduites en matière d'égalité professionnelle

84

Le gouvernement garantit le respect de l'égalité entre les femmes et les hommes dans les procédures d'avancement

85

Le gouvernement offre un meilleur accès à la pratique sportive pour les femmes par des équipements adaptés financés en priorité, des dispositifs de pratique en famille et une réflexion sur les modes de garde d'enfants pendant la pratique sportive.

86

Le gouvernement accompagne les agents victimes de violences

87

Le gouvernement a nommé un référent Egalité dans chaque établissement scolaire

88

Le gouvernement forme les publics prioritaires (encadrants, agents des services RH, représentants du personnel, assistants sociaux, élèves des écoles de service public) à la prévention et la lutte contre les violences sexuelles et sexistes

- 89 Le gouvernement augmente la part des femmes DTN (directrice technique nationale = sélectionneuse), dirigeantes, entraîneuses pour une autre vision du sport
- 90 Le gouvernement met en place un dispositif de signalement, de traitement et de suivi des violences sexuelles et sexistes auprès de chaque employeur public
- 91 Le gouvernement a accordé 21% de subventions supplémentaires aux associations de lutte contre les violences sexistes et sexuelles que sur la période 2012-2017
- 92 Le gouvernement a créé un index de l'égalité au travail pour grandes entreprises
- 93 Le gouvernement forme l'ensemble de la communauté éducative à la déconstruction des préjugés et à la prévention du harcèlement et des violences sexistes et sexuelles
- 94 Le gouvernement a débloqué toutes les réserves de crédits pour l'égalité femmes hommes
- 95 Le gouvernement agit pour la protection de l'enfance et les violences faites aux femmes en milieu sportif
- 96 Le gouvernement a lancé une grande étude contre les discriminations des mères isolées
- 97 Le gouvernement a donné un objectif de 100% des appels répondus au 3919 et l'a financé
- 98 Le gouvernement a déployé une Mallette d'Aide à l'Accompagnement et l'Examen des Victimes d'Aggressions Sexuelles (MAEVAS), mise à la disposition de tout enquêteur et de tout médecin pour une prise en charge uniforme et efficace des victimes de viol ou d'agression sexuelle

99

Le gouvernement met en place des formations conjointes déconcentrées des magistrats et officiers de police judiciaire, de la gendarmerie et de la police nationale

100

Le gouvernement nomme un sous-préfet, référent « lutte contre les violences sexuelles et sexistes » dans chaque département

101

Le gouvernement renforce la protection des victimes de violences conjugales, familiales ou de menace de mariage forcé en ce qui concerne l'admission au séjour et le droit d'asile

102

Le gouvernement a ouvert en 2018 7 structures d'hébergement spécialisées pour les demandeuses d'asile et réfugiées en danger et particulièrement vulnérables

103

Le gouvernement promeut la mixité des filières et des métiers, en se fixant des objectifs chiffrés par filière et en utilisant le stage d'orientation de 3ème pour faire découvrir des filières peu mixtes

104

Le gouvernement crée, en 2019, une autorisation spéciale d'absence permettant au conjoint agent public ou à la conjointe agent publique de se rendre à 3 des 7 actes médicaux obligatoires pendant et après la grossesse

105

Le gouvernement crée une consultation de prévention des cancers féminins gratuite pour les femmes de 25 ans

106

Le gouvernement a engagé, pour 2019, 530 millions d'euros sur l'égalité femmes hommes, un record

**Égalité
femmes/hommes
GRANDE CAUSE
DU QUINQUENNAT**



Secrétariat d'état chargé de l'égalité
entre les femmes et les hommes et
de la lutte contre les discriminations

